



Cycle de rencontres

« Idées reçues et tabous du développement »

L'association Odissée (Organisation du Dialogue et de l'Intelligence Sociale dans la Société <u>Et</u> l'Entreprise) organise depuis 2010, avec le soutien de l'Agence Française de Développement, un cycle de forums-débat sur les *Idées reçues et tabous du développement*. Les débats, ouverts aux dirigeants et leaders d'opinion de toutes sphères, visent à mutualiser de façon sereine et constructive les informations, analyses et propositions sur ces sujets sensibles, afin d'entrer dans la complexité et dépasser les partis pris simplistes.

La cinquième rencontre de ce cycle, mercredi 11 mai, a permis de débattre en présence de plus d'une centaine de grands acteurs et observateurs autour du thème de la **sécurité alimentaire**. Jean-Luc François, Responsable de la division développement agricole et rural de l'AFD et Jean-Cyril Dagorn, Responsable de plaidoyer justice économique d'Oxfam France, ont introduit les débats en tant que grands témoins.

SYNTHESE DU FORUM-DEBAT DU 11 MAI 2011:

« Sécurité alimentaire : à quelles conditions les paysans du Sud vont-ils pouvoir nourrir leurs villes ? »

→ Les pièges à éviter pour construire la sécurité alimentaire

- L'exigence d'immédiateté qui conduit à privilégier l'aide d'urgence au détriment du développement.
- Les limites du politique souvent influencé par la pression du court terme voire la corruption
- Les partis pris en faveur des **solutions techniques**, qui conduisent les occidentaux à proposer des aides et conseils parfois inadaptés au contexte, calqués sur leurs modèles de production intensive.
- Les effets pervers du **libre-échange** qui entraîne la volatilité des prix des produits agricoles et qui crée un déséquilibre dans les échanges entre les pays en développement et les pays développés qui subventionnent leurs agriculteurs leur conférant ainsi un avantage concurrentiel déterminant.
- La volonté de privilégier les grandes fermes commerciales qui semblent rentables à court terme sans mesurer ni les conditions préalables nécessaires ni leurs inconvénients ni le levier que constituent les exploitations familiales en termes de développement, sécurité alimentaire et lien social

→ Les propositions d'actions pour lutter contre l'insécurité alimentaire

- Favoriser le développement agricole par financement de projets : privilégier l'investissement productif en accompagnant les agriculteurs dans la mise en place de leurs projets ; investir dans l'éducation primaire et la mise en place de formation agricoles ; conseiller les porteurs de projets pour adapter les modes de financement (publics ou privés) aux actions envisagées.
- Transformer les systèmes de production : augmenter la productivité des terres cultivables par une politique volontariste engagée sur le long terme ; privilégier les petites exploitations de produits locaux aux « grandes fermes commerciales » ; encourager la structuration de filières régionales de transformation et de stockage, sur lesquelles pourra reposer le marché de l'emploi des villes, créant un cercle vertueux de développement rural et urbain.
- Penser et organiser les activités agricoles de façon globale, de l'international au local: réguler les marchés agricoles et les prix des produits financiers liés aux matières premières agricoles; privilégier les zones d'échange régionales tout en reconsidérant les impacts négatifs de la Politique Agricole Commune européenne; réguler l'accaparement des terres des PED par des acteurs externes

→ Renforcer le développement participatif : co-construire les solutions avec les PED

- Réfléchir ensemble : renforcer le rôle des populations dans la prise de décision
 Consulter les agriculteurs des PED sur leurs besoins et leurs idées, tout en conditionnant les aides pour favoriser les projets de développement à long terme.
- Comprendre ensemble : favoriser la co-construction de diagnostics
 Réexaminer la cohérence des politiques d'aide et évaluer les retours d'expériences de façon plus précises pour mieux comprendre les difficultés rencontrées par les différents acteurs.
- Décider ensemble : sur tous les sujets, à chaque niveau
 Mettre en place des actions aux niveaux des organisations internationales et des Etats tout en mobilisant les ressources locales et les énergies individuelles.
- Agir ensemble : impliquer tous les acteurs
 Soutenir les associations et coopératives agricoles, notamment celles des femmes agricultrices
- → La prochaine rencontre aura lieu en septembre 2011 au Collège des Bernardins sur le thème de l'eau.

> Cliquer ici pour lire le compte-rendu intégral